

Tendances conjoncturelles

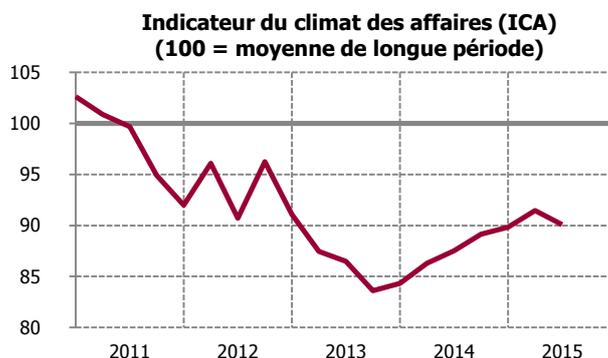
2^e trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le doute reprend le dessus

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie de 1,4 point au deuxième trimestre 2015. Il rompt ainsi avec la progression régulière amorcée fin 2013, et reste 10 points en-deçà de sa moyenne de longue période. Cette altération globale découle d'appréciations contrastées.

D'un côté, le constat des entrepreneurs sur le trimestre écoulé n'avait pas été aussi positif depuis plus de cinq ans : avec une contribution de +2,3 points à l'évolution de l'ICA, la composante passée retrouve son niveau de longue période. Ainsi, les soldes d'opinion sur l'activité passée, les délais de paiement et la trésorerie s'améliorent.



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

En revanche, les perspectives pour le trimestre à venir se dégradent fortement, et enregistrent leur plus forte baisse depuis la fin 2012 (-3,7 points). Ce pessimisme marqué traduit le manque de visibilité des entrepreneurs, dans un contexte économique et social jugé peu porteur lors de l'enquête réalisée en juillet, soit avant le durcissement du conflit des rouleurs qui a entraîné d'importants blocages sur le territoire.

Confirmant l'appréciation des entrepreneurs interrogés, les principaux indicateurs macroéconomiques sont favorablement orientés au deuxième trimestre. La consommation des ménages progresse légèrement, dans un contexte d'inflation toujours faible. Le marché du travail s'améliore encore timidement. Les prévisions d'investissement sont en hausse dans les secteurs les plus capitalistiques tels que l'industrie et le BTP, mais en baisse sensible dans le tertiaire. Les exportations sont en légère hausse, portées par les livraisons de minerai de nickel.

Le courant d'affaires est globalement jugé favorable dans les différents secteurs économiques sur le trimestre écoulé. Les entrepreneurs du BTP font globalement état d'une hausse du niveau d'activité, malgré des inquiétudes persistantes concernant la commande publique. Avec un cours du nickel au plus bas, l'extraction minière et la production métallurgique sont moins dynamiques, mais restent toutefois à des niveaux élevés en cumul annuel. Enfin, les professionnels du tourisme témoignent d'une nette remontée de leur activité.

L'ÉCONOMIE CHINOISE À UN TOURNANT ?

Au deuxième trimestre 2015, la Chine a connu une croissance de 7 % en glissement annuel, identique à celle du début d'année, mais traduisant un essoufflement progressif de l'économie. En dépit des efforts de la banque centrale pour soutenir la croissance, avec la hausse des salaires, la production industrielle apparaît de moins en moins compétitive au regard des concurrents de l'Asie du Sud-est (-8,3 % d'exportations en juillet). Ainsi, mi-août, la banque centrale a abaissé à trois reprises le taux de référence du yuan face au dollar, provoquant la dévaluation de sa monnaie. En réponse, les bourses chinoises ont fortement chuté et l'annonce le 25 août par la banque centrale (PBOC) de la baisse de 0,25 point de son principal taux n'est pas parvenue à désamorcer les inquiétudes des marchés.

L'activité économique japonaise se contracte au deuxième trimestre : après une croissance de 0,6 % en début d'année, elle affiche un recul du produit intérieur brut de 0,4 % sur trois mois. La consommation des ménages, qui représente 60 % du PIB nippon, a fléchi de 0,8 %. Les exportations ont également chuté de 4,4 % par rapport au premier trimestre.

Le 4 août 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a maintenu son principal taux d'intérêt à son plus bas historique de 2,0 %. Le ralentissement de la croissance chinoise, en partie à l'origine de la plongée des cours des matières premières, pèse sur l'Australie, dont la Chine est le premier partenaire commercial.

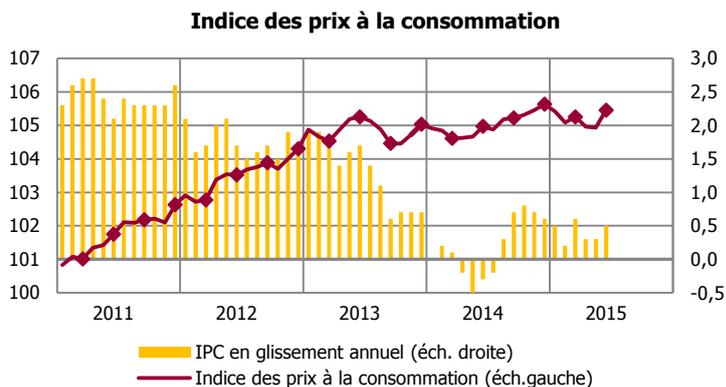
L'économie de la Nouvelle-Zélande progresse à un rythme annuel de 2,5 %, portée par de faibles taux d'intérêt et une activité soutenue dans la construction. Les exportations progressent de 1,2 % sur le trimestre tandis que les importations augmentent fortement (+13 %). La Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a abaissé à deux reprises, le 11 juin et le 23 juillet, son principal taux directeur de 0,25 point, portant celui-ci à 3 %.

Hausse modérée des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse légèrement (+0,2 %) au deuxième trimestre 2015, alors qu'il avait enregistré un recul de 0,4 % au trimestre précédent.

Cette progression s'explique par le renchérissement de l'énergie (+1,6 %), des services (+0,7 %) et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés (+0,4 %). Les prix des produits alimentaires sont en revanche orientés à la baisse (-1,6 % par rapport à fin mars).

En glissement annuel, le niveau général des prix progresse modérément (+0,5 %), porté par les activités de services (+1,9 %) et les denrées alimentaires (+1,1 %), tandis que les prix de l'énergie enregistrent un recul (-4,9 %).



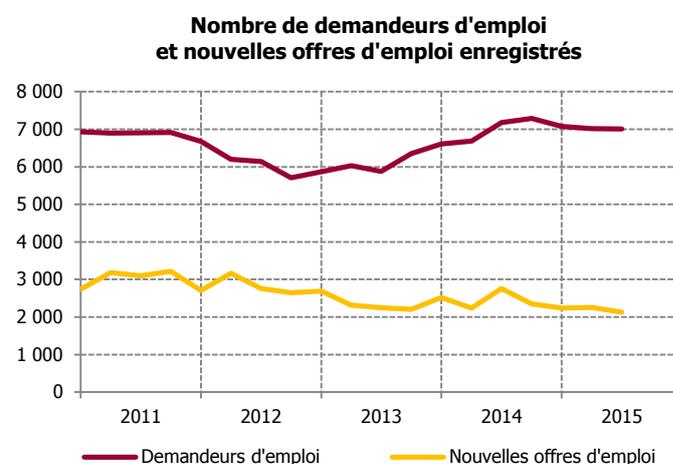
Source : ISEE données mensuelles

Légère amélioration du marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois se replie légèrement (-0,2 % CVS entre fin mars et fin juin, après une baisse de 0,8 % au cours du trimestre précédent). Parallèlement, le nombre de chômeurs indemnisés perd 1,4 %.

L'emploi salarié progresse de 0,5 %. Après une légère hausse de 0,8 % (CVS) au premier trimestre, le nombre de nouvelles offres déposées auprès des services de placement est en baisse de 5,7 %.

La demande d'emploi et le chômage indemnisé se situent toujours à des niveaux élevés, malgré leur repli significatif sur un an (respectivement de 2,4 % et 8,0 %). L'emploi salarié enregistre sur la même période une hausse de 2,2 %.



Source : IDC-NC, séries désaisonnalisées par l'IEOM

Progression timide de la consommation des ménages

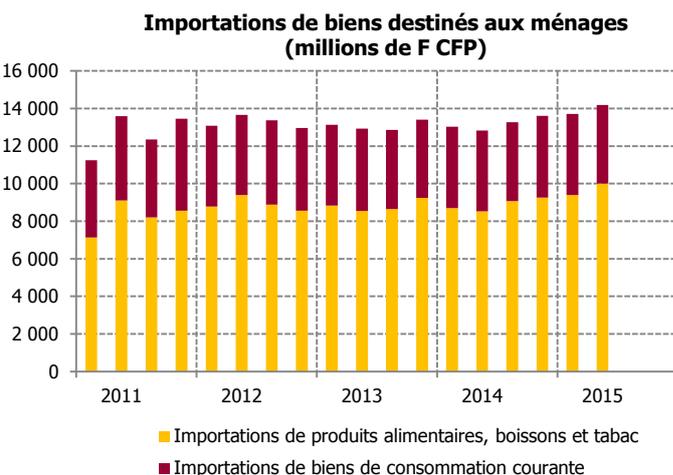
La consommation des ménages progresse ce trimestre portée par l'augmentation significative des importations de produits alimentaires, boissons et tabac (+6,6 %, CVS, après une hausse de 1,4 % au trimestre précédent). Les importations de biens de consommation courante connaissent toutefois un repli de 3,5 % (CVS), provoqué par une baisse de 1,9 % pour les biens d'équipement du foyer et de 5,9 % pour les articles d'habillement et chaussures.

Les immatriculations de voitures particulières neuves restent faibles : elles s'inscrivent en léger recul (-0,5 %, CVS), après avoir enregistré une forte baisse au premier trimestre (-16,4 %).

Dans ce contexte, les encours de crédits à la consommation des ménages diminuent de 0,6 %, après avoir perdu 2,3 % au trimestre précédent.

Les indicateurs de vulnérabilité financière des ménages restent favorablement orientés : sur un an, les décisions de retrait de cartes bancaires et les incidents de paiement sur chèque reculent respectivement de 26,6 % et de 12,7 %, tandis que le nombre de personnes physiques interdites bancaires est en baisse de 1,7 %.

Le solde d'opinion des professionnels du commerce sur leur activité continue à se redresser, même s'il reste inférieur à sa moyenne de longue période. Les commerçants interrogés témoignent cependant d'une dégradation marquée de leur courant d'affaires à venir et de leurs effectifs. Ils anticipent une dégradation de leur trésorerie, en raison d'un allongement des délais de paiement.



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisées par l'IEOM

L'investissement se maintient

Le solde d'opinion relatif aux intentions d'investir à un an se dégrade très fortement au deuxième trimestre 2015. Cette détérioration résulte néanmoins uniquement de l'opinion des entrepreneurs du tourisme et des services marchands, deux secteurs d'importance en termes d'emplois, mais globalement peu capitalistiques. Les autres secteurs maintiennent à l'inverse des intentions d'investir très bien orientées. Les entreprises des secteurs du nickel et de l'industrie, intensifs en capital, témoignent d'intentions de commandes de biens d'investissement largement supérieures à leur niveau de longue période.

Les importations de biens d'équipement des professionnels, bien qu'en baisse (-8,1 %, après +8,3 % au 1^{er} trimestre), restent ainsi à un niveau élevé. L'encours des crédits d'investissement aux entreprises se maintient également à un niveau important, alors que celui des crédits à la construction progresse de 1,2 %. Les immatriculations de véhicules utilitaires déclinent, elles, de 17,4 %, pour s'établir à leur plus faible niveau en dix ans.

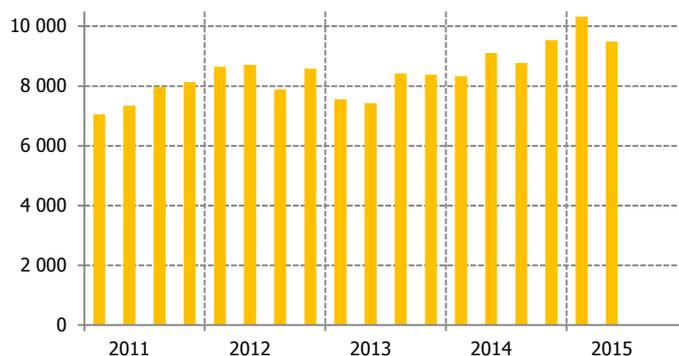
Détérioration du déficit des échanges

Au deuxième trimestre 2015, les importations progressent de 11,4 % (après un recul significatif de 18,1 % au trimestre précédent). Cette hausse est tirée par les importations de produits minéraux (+30,6 %) et de produits chimiques (+24,9 %), utilisés notamment par l'industrie du nickel et, dans une moindre mesure, de produits alimentaires, boissons et tabac.

Les exportations sont en légère hausse (+1,4 %, après une baisse de 8,1 % au premier trimestre), portées par les exportations de minerai de nickel (+40,1 %) vers la Corée du Sud et l'Australie, de ferronickels (+8,1 %) vers la Chine. Par ailleurs, la période hivernale, favorable à la pêche hauturière, se traduit par un doublement des exportations de produits de la mer.

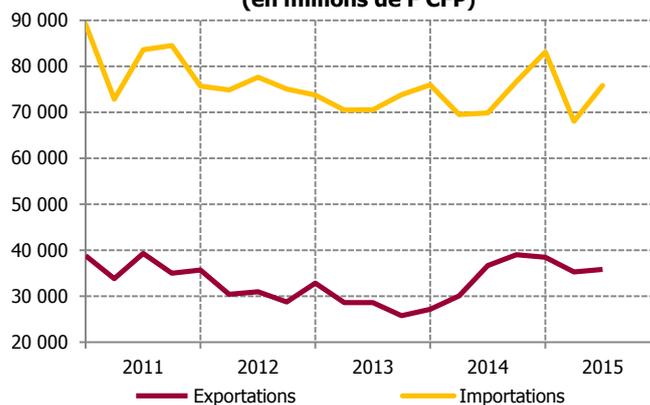
Dans ce contexte, le déficit de la balance commerciale se creuse de manière significative (+22,2 %), après avoir diminué de 26,8 % au trimestre précédent. Il s'établit ainsi à 40 milliards de F CFP, soit 7,2 milliards de plus qu'au trimestre précédent.

Importations de biens d'équipement
(millions de F CFP)



Sources : Douanes, ISEE, désaisonnalisée par l'IEOM

Échanges commerciaux
(en millions de F CFP)



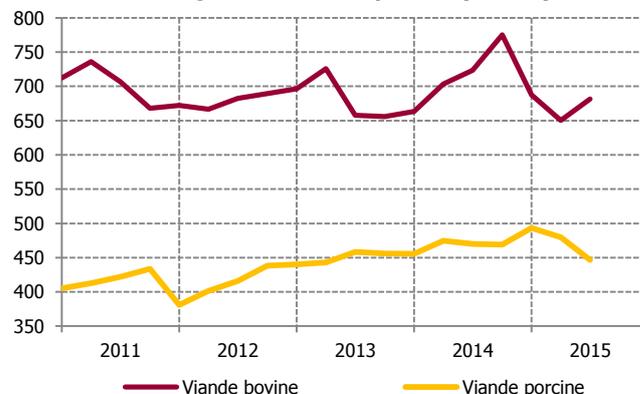
Sources : Douanes, ISEE

ACTIVITÉ JUGÉE FAVORABLE DANS PLUSIEURS SECTEURS

L'activité apparaît contrastée dans le **secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage**. La production locale de viande bovine progresse ce trimestre (+4,8 %, CVS) ; elle retrouve un niveau proche de sa moyenne, après le pic des abattages consécutif à la sécheresse de 2014. Les professionnels du secteur porcin réduisent, eux, leurs abattages (-6,9 %), après trois ans de progression ayant abouti à une surproduction.

L'activité de pêche augmente (+1,7 % sur un an pour les tonnages débarqués), accompagnée d'une progression des volumes exportés (+20,8 %, CVS), qui représentent environ un quart de la production. La filière de l'aquaculture de crevettes poursuit, elle, une saison marquée par la pénurie de larves en sortie d'écloseries, qui l'empêche de produire à pleine capacité : les volumes exportés de crevettes accusent une nouvelle baisse, de 35,6 %.

Abattages de bovins et porcins (tonnes)



Source : OCEF, séries désaisonnalisées par l'IEOM

Les professionnels du **secteur des mines et de la métallurgie** interrogés jugent leur niveau d'activité bien orienté, malgré un contexte international particulièrement difficile pour le secteur nickel. Le marché mondial du nickel reste largement excédentaire, les stocks mondiaux enregistrés au LME ayant été une nouvelle fois évalués à la hausse au cours du trimestre (+5,6 %, soit +57,9 % sur un an). Le cours du nickel en dollar US chute de nouveau (-9,3 % au deuxième trimestre, après -9,2 % au trimestre précédent), atteignant ainsi une valeur moyenne de 5,90 USD/lb sur le trimestre qui se situe encore en-deçà du point bas enregistré au dernier trimestre 2013, à 6,31 USD/lb.

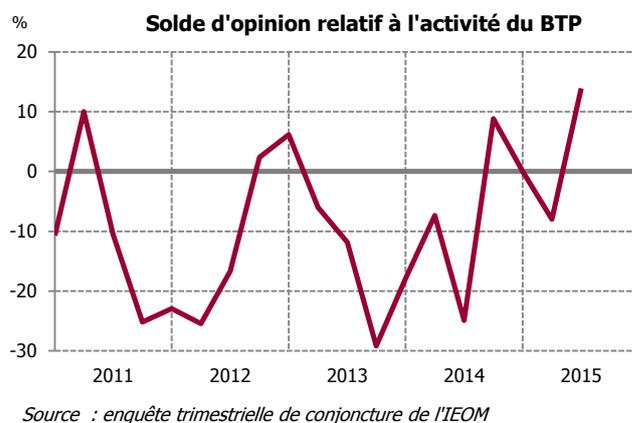
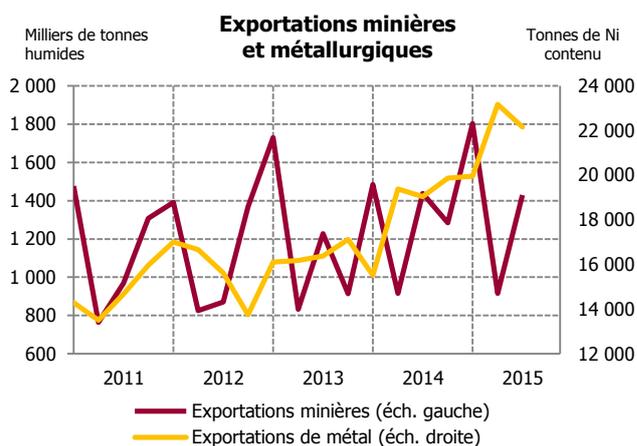
L'extraction minière progresse légèrement (+1,4 % en volume), pour atteindre 3,6 millions de tonnes humides. Parallèlement, les exportations de minerai de nickel augmentent de 56,1 % par rapport au trimestre précédent, portées par les livraisons vers la Corée du sud et l'Australie, mais elles restent cependant quasiment stables sur un an. La valeur de la tonne humide exportée chute de 10,2 %.

Après une baisse notable (-6,8 %) au premier trimestre liée à un incident technique à l'Usine du Nord, la production métallurgique est stable ce trimestre (-0,5 %, en tonnes de nickel contenu), malgré un arrêt de maintenance en juin à l'usine du sud. Elle s'établit toutefois en hausse de 16,2 % sur un an. Sur le trimestre écoulé, la production de ferronickels est en progression (+31,5 %), tandis qu'on enregistre un repli pour les mattes (-90,6 %) et les produits de l'usine du Sud (-16,4 %). Les exportations de produits métallurgiques en tonnes de nickel reculent globalement de 4,4 %, et de 8,3 % en valeur.

L'opinion des professionnels du **bâtiment et des travaux publics** sur leur activité et leurs effectifs se redresse ce trimestre. Elle s'accompagne d'une amélioration de leur trésorerie et de meilleures prévisions d'investissement à un an, notamment pour les plus grandes entreprises du secteur. Le financement des projets immobiliers reste bien orienté : la production de crédits à l'habitat pour les particuliers progresse de 21,6 % sur un an, alors que le dispositif de défiscalisation sur le logement intermédiaire a été reconduit pour trois ans. Les bailleurs sociaux témoignent en revanche de difficultés à pourvoir certains de leurs appels d'offres.

Les professionnels du secteur font cependant état d'anticipations défavorables pour le trimestre à venir, tant sur le volume d'activité que sur les effectifs, liées notamment à des inquiétudes persistantes sur la commande publique à moyen terme.

Dans le secteur de **l'hôtellerie et du tourisme**, l'activité est jugée en hausse par les professionnels, conformément à leurs anticipations du trimestre précédent. Ces derniers anticipent une dégradation pour le trimestre à venir.



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE A PLUSIEURS VITESSES

Selon les prévisions du FMI révisées en juillet 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester globalement modérée en 2015 (+3,3 % après +3,4 % en 2014 et 2013), avec une hausse progressive dans les pays avancés et un fléchissement dans les pays émergents et les pays en développement. L'inflation semble avoir atteint un point bas et remonter légèrement dans de nombreux pays avancés, mais l'impact des facteurs désinflationnistes au premier semestre de 2015 a été plus vigoureux que prévu, en particulier aux États-Unis.

Aux États-Unis, après le fléchissement inattendu de l'activité au premier trimestre 2015, le PIB s'est accru de 0,6 % au deuxième trimestre. La demande intérieure est toujours soutenue par la croissance des salaires, la situation favorable sur le front de l'emploi, le bas niveau des taux d'intérêt et l'amélioration du marché immobilier. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,1 % en 2015, après 2,4 % en 2014.

En zone euro, la reprise semble plus ou moins en bonne voie, parallèlement à une légère remontée de l'inflation. Le PIB a progressé de 0,3 % au deuxième trimestre 2015, après +0,4 % au premier trimestre 2015. L'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro, portant la croissance annuelle à +1,5 %, après 0,8 % en 2014 et -0,4 % en 2013.

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 14 août 2015, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2015, après une hausse de + 0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a fortement ralenti, tandis que l'investissement des ménages a une nouvelle fois diminué ; l'investissement des entreprises a crû faiblement. Le commerce extérieur a quant à lui été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI prévoit toujours une croissance de +1,2 % pour la France en 2015 (après +0,2 % en 2014).

Au Japon, après une année 2014 décevante, un affermissement de la croissance est attendue en 2015 (+0,8% après -0,1% en 2014). En réponse à la dégradation de la situation économique à court terme (ralentissement des importations et de la consommation d'électricité, recul des exportations et de l'investissement dans l'industrie, déflation), les autorités chinoises ont décidé en août 2015 de déprécier de quelques points le taux de change du RMB. La transition à un nouveau modèle de croissance en Chine est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent les turbulences récentes. Le FMI a maintenu sa prévision d'une croissance du PIB de 6,8 % en 2015.

Compte tenu de la conjonction d'un certain nombre de facteurs conjoncturels (baisse des prix des produits de base et durcissement des conditions de financement) et structurels (rééquilibrage de l'économie chinoise et instabilités géopolitiques), le moindre dynamisme des pays émergents et en développement devrait se confirmer (+4,2 % prévu en 2015, après +4,6 % en 2014).

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Charles APANON – Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 9 septembre 2015 – Dépôt légal : septembre 2015 – ISSN 1968-6277